Introduction

Autor(en): **Auderset, Juri / Clavien, Alain**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier**

Band (Jahr): **37 (2021)**

PDF erstellt am: **25.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-953408

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

INTRODUCTION

JURI AUDERSET, ALAIN CLAVIEN

> Ainsi, depuis plus d'un siècle maintenant, au nom de l'efficacité, de la rationalité de l'économie, ou du nécessaire développement des forces productives, bref au nom du progrès, les idéologues de la bourgeoisie, mais aussi la plupart des marxistes, prédisent un "monde sans paysans". Un même point de vue guide ces deux discours ; celui de l'accumulation du capital. Une même limite les borne : celle de la grande industrie. [...] L'homme déqualifié, destructuré, normalisé, l'homme taylorisé, l'homme au travail brisé en multiples gestes inlassablement identiques, voilà pour la bourgeoisie le travailleur idéal. Le paysan est bien l'opposé de ce rêve. Il représente le désordre car il se situe en dehors des normes du monde capitaliste et il en est au fond le perturbateur. Il dit le temps passé où le producteur direct n'était pas encore séparé de ses outils. Mais il dit aussi le temps futur où les travailleurs se seront réappropriés les moyens de production, où le travail associé remplacera l'ordre des chaînes.[1]

Les historiens et les historiennes des mouvements sociaux se sont peu intéressées au monde rural et paysan. Les approches retenues privilégient le plus souvent l'histoire de la classe ouvrière, des structures sociales et des conflits socio-économiques qui reflètent les tensions du monde industriel et capitaliste. Les présupposés anciens, et l'on peut rappeler ici les pages célèbres du *18 Brumaire de Louis-Napoléon* de Marx, mais toujours très vivaces qui présentent le monde rural comme passéiste, conservateur et traditionnel, opposé à un monde industriel et urbain moderne, progressiste et prospectif, ont certainement joué un rôle dans ce désintérêt. Plus fondamentalement, le statut particulier, « inclassable », du paysan dans les catégories de pensée d'une société dominée par le capitalisme industriel pourrait

[1] Chantal de Crisenoy, *Lénine face aux moujiks*, Paris, Seuil, 1978, p. 13.

aussi expliquer cette réticence. Claude Grignon a très bien exprimé cette difficulté :

> Le paysan est un patron dans la mesure où il ne dépend de personne, mais il n'a personne à commander, si ce n'est lui-même ; « capitaliste » dans la mesure où il possède ses instruments de production, il n'achète pas le travail des autres, il est son propre actionnaire. Le paysan serait un travailleur, exploité au même titre qu'un ouvrier, s'il vendait sa force de travail ; mais il ne vend pas sa force de travail, si ce n'est à lui-même qui se sous-paye et qui s'exploite : il vend des produits comme un commerçant, mais à la différence du commerçant il vend les produits de son propre travail. [...] La relation de domination qui s'établit d'ordinaire entre les classes et qui les oppose passe pour ainsi dire à l'intérieur de chaque paysan, divise son temps, ses actes, et lui-même.[2]

Tandis que l'industrialisation, le développement du capitalisme, la naissance de la classe ouvrière, son organisation et ses combats ont ainsi occupé l'historiographie du monde moderne et ont alimenté des questions fondamentales sur les structures et les conflits de la société industrielle, les luttes sociales dans les campagnes ou la pensée politique et socio-économique des paysan·ne·s n'ont guère retenu l'attention[3], même s'il est évident que les économies rurales et urbaines sont

---

[2] Claude Grignon, « Le paysan inclassable », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 4/1, 1975, pp. 82-87.

[3] Pour quelques travaux pionniers, voir Werner Baumann, Peter Moser, *Bauern im Industriestaat : Agrarpolitische Konzeptionen und bäuerliche Bewegungen in der Schweiz 1918-1968*, Zurich, Orell Füssli, 1999 ; Peter Moser, « Boykottieren, protestieren, demonstrieren, streiken – und bestreikt werden. Überlegungen zur Persistenz und historiografischen Ignorierung bäuerlich-agrarischer Proteste in Industriegesellschaften », Caroline Arni, Delphine Gardey, Sandro Guzzi-Heeb (dir.), *Protest! Protestez !* (Annuaire suisse d'histoire économique et sociale, vol. 35), Zurich, Chronos, 2020, pp. 161-185 ; Guillaume Savoy, « Le paysan suisse s'empare de la rue ! Manifestations paysannes (1954, 1961, 1973) et malaise paysan », *idem*, pp. 187-212 ; Sandro Guzzi-Heeb, *Passions alpines : Sexualité et pouvoirs dans les montagnes suisses (1700-1900)*, Rennes, Presses universitaires, 2014. À l'échelle internationale voir surtout Jean-Philippe Martin, *Histoire de la nouvelle gauche paysanne : Des contestations des années 1960 à la Confédération paysanne*, Paris, La Découverte, 2005 ; Edouard Lynch, *Moissons rouges : Les socialistes français et la société paysanne durant l'entre-deux-guerres*, Villeneuve, Presses universitaires du Septentrion, 2002 ; Edouard Lynch, *Insurrections paysannes : De la terre à la rue, usages de la violence au XXe siècle*, Paris, Vendémiaire, 2019 ; Niels Grüne, Karl Friedrich Bohler (dir.), *Ländliche Akteure zwischen Protest und Revolution (18. bis 21. Jahrhundert), Zeitschrift für Agrargeschichte und Agrarsoziologie*, 2, 2017 ; Alun Howkins, *Poor Labouring Men: Rural Radicalism in Norfolk 1872-1923*, London, Routledge, 1985.

intimement entrelacés, que les rapports entre les ouvriers et ouvrières et les paysans et paysannes sont loin d'être uniquement marqués par les conflits et l'opposition, que l'histoire contemporaine a été témoin d'importantes luttes paysannes, bref que la paysannerie, en dépit de son hétérogénéité sociale et politique, a été confrontée à des défis semblables à ceux qui se sont posés aux classes ouvrières industrielles : concentration, concurrence accrue, libéralisation des échanges, etc. L'agriculture n'est pas un domaine isolé des développements qui marquent la société industrielle. Le monde du travail n'obéit du reste pas à une telle dichotomie, et ils ne sont pas rares les parcours d'ouvriers et ouvrières qui, au XIXe comme au XXIe siècles, sont marqués autant par l'expérience des champs que par celle de l'usine. La compréhension historique du secteur industriel et du secteur agricole, de la classe ouvrière et de la classe paysanne peut être améliorée dès qu'on commence à les étudier comme sphères entrelacées et interdépendantes[4].

L'étude des travailleuses et travailleurs de la terre, des luttes politiques et sociales dans les campagnes, des mentalités paysannes et des répertoires d'action fonctionne comme un révélateur et permet de s'interroger sur quelques certitudes qui ont longtemps plombé la perspective sur le monde paysan, mais qui ont perdu leur évidence avec l'apparition de « l'événement Anthropocène »[5]. La perte de confiance dans le progrès technique, la remise en cause du dogme de la croissance ainsi que les questions environnementales intimement associées au développement du capitalisme industriel basé sur l'utilisation des ressources fossiles nous invitent, nous obligent peut-être, à repenser les rapports entre l'être humain et la nature vivante et c'est bien l'*agricultura* (terme latin, composé de « ager », champ ou terre, et « cultura », culture) qui est une des activités humaines qui nous lie le plus intimement avec la terre et les ressources biologiques provenant de sa surface vivante. Cette curiosité nouvelle

---

[4] Cindy Hahamovitch, Rick Halpern, « Not a "Sack of Potatoes" : Why Labor Historians Need to Take Agriculture Seriously », *International Labor and Working-Class History*, 65, 2004, pp. 3-10.

[5] Christophe Bonneuil, Jean-Baptiste Fressoz, *L'événement Anthropocène. La Terre, l'histoire et nous*, Paris, Seuil, 2013 ; Andreas Malm, *Fossil Capital : The Rise of Steam Power and the Roots of Global Warming*, London, Verso, 2016 ; Jan Douwe van der Ploeg, *The New Peasantry : Struggles for Autonomy and Sustainability in an Era of Empire and Globalization*, London, Earthscan, 2008.

est positive, tant il est vrai qu'une division intellectuelle trop stricte du travail entre les historien·ne·s de la sphère industrielle et du monde agricole crée des angles morts qui nuisent à notre compréhension de l'histoire.

Ce cahier se divise en deux ensembles de contributions. Une partie d'entre elles s'attachent aux liens noués entre monde paysan et monde ouvrier, alors que d'autres se concentrent sur l'organisation commune de la production agricole, mettant en jeu des notions de solidarités et de communs qui subvertissent la notion de propriété privée et révèlent des mentalités économiques et des pratiques organisationnelles très différentes des logiques qui règnent dans le capitalisme industriel. L'article d'Anne Philipona qui ouvre ce numéro porte ainsi sur les «fruiteries» apparues en terres fribourgeoises au début du XIXe siècle. Gérées de manière collective et démocratique par ses membres, ces sociétés de fromagerie suscitent l'intérêt de plusieurs penseurs socialistes, Charles Fourier ou Victor Considerant y voyant même un modèle d'association. Prolongeant cette réflexion, la contribution de Peter Moser s'intéresse aux réflexions que suscitent chez un leader paysan, Conrad Schenkel, au tournant du XXe siècle, les coopératives agricoles, considérées comme «anticapitalistes» en tant qu'elles s'opposeraient à la société anonyme «capitaliste» et orientée vers l'exploitation de la population, alors que les premières seraient engagées dans le bien commun. De son côté, Jean-Pierre Comment témoigne d'une expérience contemporaine, celle de la Clef des Champs, une coopérative agricole biologique pour la production de légumes créée en 1982 dans le Jura, et toujours active.

Les autres contributions s'interrogent sur les convergences et parfois les liens entre paysan·ne·s et mouvement ouvrier. La grève du lait de 1947 est un épisode qui a marqué les esprits. Pour protester contre un prix du lait jugé dérisoire imposé par le Conseil fédéral, un syndicat minoritaire romand organise deux jours de grève en novembre 1947. Alors que la presse bourgeoise s'emporte, la presse communiste applaudit à cette action et appelle à un front commun de la paysannerie et de la classe ouvrière. Poursuivis, jugés et condamnés, les grévistes organisent leur défense en publiant *Le Paysan enchaîné* auquel succède brièvement *L'Éperon*. Au-delà d'une simple revendication économique, le combat relève à leur yeux d'une question morale, mettant en jeu l'honneur et la dignité de celui qui travaille la terre. Pour être moins subversive et porteuse de conflits, la marche paysanne sur Berne de 1954 analysée par Guillaume Savoy

impressionne elle aussi fortement les commentateurs bourgeois, surpris par l'utilisation de ce moyen d'action peu habituel dans le monde paysan, la manifestation de masse. Les deux articles illustrent bien cette période houleuse que furent les années de sortie de guerre, où les choix de politique agricole soutenus par le Conseil fédéral entraînent, en Suisse romande surtout, de profondes remises en cause de l'Union suisse des paysans, alignée sur Berne. Cette contestation se cristallisera en 1951 par la création d'un syndicat paysan dissident, l'Union des producteurs suisses, devenu Uniterre en 2001. La contribution de Frédéric Deshusses se déroule dans un autre contexte, celui de la contestation des années 1970. Bref moment de rencontre entre des paysan·ne·s et les militant·e·s d'une petite organisation maoïste, les « marchés libres » organisés dans quelques villes romandes devaient à la fois permettre la vente de produits agricoles en évitant tout intermédiaire mais surtout créer les conditions d'un rapprochement entre « travailleurs de la terre et travailleurs salariés » afin qu'ils s'unissent contre l'ennemi commun qui joue d'une opposition créée artificiellement. L'expérience ne dure pas mais elle suscitera d'autres essais. Le dossier se clôt par l'interview du syndicaliste Philippe Sauvin, qui met en évidence une population peu étudiée, les travailleuses et travailleurs agricoles saisonniers, souvent étrangers et sans-papier, aux conditions très précaires, et par la présentation des Archives de l'histoire rurale par Claudia Schreiber.

Dans son ensemble, le dossier met en lumière des points de vue qui, jusqu'à présent, n'ont que peu reçu d'attention. Bien sûr, c'est le lot d'un appel à contributions d'être dépendant de l'état de la recherche et de la disponibilité des chercheurs et chercheuses. De nombreux sujets effleurés et trop rapidement évoqués dans certaines contributions auraient mérité une étude plus approfondie. Par exemple, nous savons encore trop peu de choses sur la façon dont la question agraire ou la question de la production alimentaire ont été négociées dans la gauche suisse, sur les discussions, les propositions et les conflits que ces thèmes ont pu susciter. Les recherches futures devraient également se demander où et comment les représentant·e·s du mouvement ouvrier et des classes paysannes se sont rencontrés, comment ces deux mondes ont interagi, quelles formes d'organisation socio-économiques et politiques en ont résulté, comment et pourquoi elles ont changé. Ces questions mettent en évidence le fait que les activités agraires et industrielles alternent, se complètent et parfois se chevauchent dans la carrière de nombreux travailleurs et

travailleuses[6]. Elles mettent aussi en lumière le phénomène jusqu'ici peu étudié de la migration de la main d'œuvre agricole. Les problèmes contemporains abordés dans l'entretien avec Philippe Sauvin attendent encore, à bien des égards, un approfondissement historique. La situation particulière des travailleurs et travailleuses agricoles met également en évidence le fait que les processus de formation des classes dans les contextes agraires et industriels n'ont pas suivi les mêmes schémas de développement; les raisons exactes de cette situation sont encore souvent obscures et nécessitent une interrogation plus poussée, et peut-être le développement d'un langage analytique qui tienne compte des particularités des environnements de vie et de travail agricoles[7]. Dans cette perspective, il apparaît clairement que, en termes socio-historiques, les relations entre les représentant·e·s du mouvement ouvrier et les mouvements paysans ne peuvent être réduites au modèle explicatif monolithique du « bloc bourgeois », mais révèlent plutôt des relations multiformes et complexes, caractérisées tant par des conflits et des tensions que par des coopérations et des convergences partielles d'intérêts. De même, le système coopératif a pu produire des effets intégrateurs à certains moments, mais cette histoire reste à écrire pour de longues périodes. En évoquant le rôle joué par les femmes dans les sociétés de fruiterie, Anne Philipona met le doigt sur un autre champ historiographique qu'il convient d'explorer davantage : le rôle des agricultrices et des domestiques, des cheffes d'exploitation et des militantes politiques féminines dans les campagnes. L'existence de zones de contact avec le mouvement ouvrier est illustrée notamment par le fait qu'Augusta Gillabert-Randin, paysanne vaudoise et militante du droit de vote des femmes, s'est enthousiasmée dans l'entre-deux-guerres pour les idées du « socialisme coopératif » développé par Dora Staudinger, dans lequel l'aliénation entre les consommateurs et consommatrices et les producteurs et productrices devait céder la place à une coopération fondée sur la convergence des intérêts[8]. Enfin, les contributions soulèvent

---

[6] Gilbert Garrier, Ronald Hubscher (dir.), *Entre faucilles et marteaux : pluriactivités et stratégies paysannes*, Lyon, Paris, Presses universitaires, Édition de la Maison des Sciences de l'Homme, 1988.

[7] Ronald Hubscher, Jean-Claude Farcy (dir.), *La moisson des autres : Les salariés agricoles aux XIXe et XXe siècles*, Paris, Créaphis, 1996 ; Ira Katznelson, Aristide R. Zolberg (dir.), *Working-Class Formation : Nineteenth Century Patterns in Western Europe and the United States*, Princeton, Princeton University Press, 1986.

[8] *Une paysanne entre ferme, marché et associations : Textes d'Augusta Gillabert-Randin 1918-1940*, publié sous la dir. de Peter Moser et Marthe Gosteli, Baden, Hier und Jetzt, 2005, p. 28.

des questions plus larges sur les mentalités politiques, les formes d'organisation économique, le répertoire des actions de protestation de la paysannerie et leurs changements au cours des XIXe et XXe siècles. Le fait que des phénomènes suisses peuvent être observés sous une forme similaire dans d'autres pays, ou que des acteurs et actrices et des mouvements locaux ont été inspirés par des idées et des mobilisations en dehors des frontières nationales, invite à travailler dans une perspective comparative et transnationale. Autant de pistes qui pourraient se révéler riches d'enseignement et de questions nouvelles.